



DELIBERATION N° 19.04.23.05/CS

**DELIBERATION PORTANT SUR LE BILAN DE LA CONCERTATION ET SUR L'ARRET DU SCoT
« Grand Sud »**

Mardi, 23 avril 2019

**Salle 9- TECHSUD
27, avenue Jean Marie Dambreville
97410 SAINT PIE**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU COMITE SYNDICAL DU

Mardi, 23 avril 2019- Salle 9- Parc Techsud- 97410 SAINT PIERRE

Délibération portant sur le Bilan de la Concertation et sur l'Arrêt du SCoT « Grand Sud »

L'an deux mille dix-neuf, le mercredi, 27 mars 2019 à quatorze heures, le Comité Syndical du SMEP/SCoT, dûment convoqué le mardi, 16 avril 2019, s'est réuni en session ordinaire en la salle du Bâtiment B de la CIVIS, Route de l'Entre-Deux à Saint-Pierre, sous la présidence de Monsieur Patrick LEBRETON, Président.

Etaient présents

Titulaires

Line Rose BAILLIF- Inelda BEAUSSILON-Stephen BELLON- Philippe CASSEINDRE-Stéphano DIJOUX- André DUPREY- Jacquet HOARAU-Serge HOAREAU -Blanche Reine JAVELLE - Patrick LEBRETON- Jean-Hugues LESQUELIN- Daniela SOUNDRON- Clarita TURPIN - Yannis YEBO

Suppléants :

Marie-Noelle DEURVEILHER-PAYET- Ludovic MALET-Harry Claude MOREL- José PAYET-Axel VIENNE

Invités :

Jean-Claude LACOUTURE

Etaient absents

Monique BENARD-DESLAIS - Pascal BENARD-HORAU -Yolaine COSTES -Luco HONORINE- Danielle LIONNET -David LORION -Laurence MONDON- Jean-Max MOUTOUSSAMY- Olivier NARIA- Isabelle PARIS- Gilbert RIVIERE - Olivier RIVIERE - Charles-Emile ROGER -André THIEN-AH-KOON - Thierry VAITILINGOM- Bachil VALY;

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Isabelle PARIS est désignée Secrétaire de séance.

NOTA

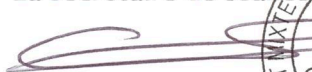
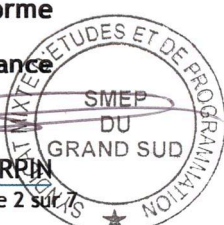
Le Président certifie que le nombre de conseillers en exercice est de : **30 titulaires**
(pour 46 membres)

Titulaires Présents : 14	Représentés : 00	Absents : 16
Suppléants Présents : 05	Invités : 01	

Après avoir fait procéder à l'appel des membres et constaté que le quorum est atteint, Monsieur Patrick LEBRETON, Président de séance, déclare celle-ci ouverte à 14h35. Le Comité Syndical peut donc valablement se tenir.

Pour extrait conforme

La Secrétaire de séance


Mme Clarita TURPIN


COMITE SYNDICAL

mardi, 23 avril 2019 - 14h00

Affaire n° 19.04.23_05/CS

Délibération portant sur le Bilan de la Concertation et sur l'Arrêt du SCoT « Grand Sud »

Contexte

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5214-16 et L. 5214-21 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2 et suivants, L132-1 et suivants, L141-1 et suivants, L141-2 et suivants, 142-1 et suivants, L143-1 et suivants et R. 143-1 et suivants ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2009-967 du 03 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'environnement ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite Loi ALUR) ;

VU la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU la loi ELAN du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU l'arrêté préfectoral n°3587 en date du 22 octobre 2004 arrêtant le périmètre du schéma de cohérence territoriale Grand Sud ;

VU l'arrêté préfectoral n°0198 en date du 31 janvier 2005 portant création du Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation (SMEP) ;

VU la délibération n°02.28-09/CS du 28 février 2005 prescrivant l'élaboration du SCoT ;

VU la délibération n° 13.03.21-09/CS en date du 21 mars 2013 prescrivant les modalités de concertation pour accompagner l'élaboration du SCoT et se substituant à la délibération n°05.02.10/CS du 28 février 2005.

VU les délibérations n°15.06.04.04/CS et 15.09.04.06/CS en date du 04 juin 2015 et 04 septembre 2015 portant sur le débat du futur Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le président expose :

Le Schéma de Cohérence Territoriale « Grand Sud » Réunion a été initié dès 2004 (année de la création du périmètre du SCoT, officialisé par la création du SMEP -Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation- en 2005, qui porte le schéma pour le compte des deux EPCI CASUD et CIVIS.

Le SMEP/SCoT du Grand Sud (*Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Sud de La Réunion*) est donc une **structure créée au 31 janvier 2005** par arrêté préfectoral n° 0198/SG/DRCTV/1.

Ce Schéma a donc été élaboré sous le régime de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, de la loi Engagement National pour l'Environnement (dite loi Grenelle) du 12 juillet 2010, de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014.

Par ailleurs, sur le plan régional, le ScoT doit se conformer prescriptions du Schéma Régional de la Réunion (SAR) voté en 2011.

- **Les objectifs de l'élaboration du ScoT Grand Sud**

Le ScoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat de mobilité, d'aménagement commercial, de développement économique, d'environnement. Il en assure la cohérence tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux (PLUi), PLHi), PDU, et des PLU. Le ScoT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines ; principes de respect de l'environnement.

S'agissant plus spécifiquement du Grand Sud, Le ScoT est d'abord et avant tout la marque de reconnaissance d'un vrai bassin de vie constitué par les dix communes qui composent les deux intercommunalités CASUD et CIVIS ; soit un territoire de plus de 300.000 habitants en 2018. Les perspectives de développement de ce bassin de vie ne peuvent alors se concevoir que globalement c'est-à-dire intégrant les besoins et les propositions de l'ensemble des dix communes et des deux EPCI. Le SMEP est donc l'émanation de cette volonté politique de faire du Grand Sud un projet commun et cohérent. Composé des élus des deux intercommunalités, il va conduire l'élaboration du ScoT pendant de longues années.

Le Grand Sud est cependant une réalité à travers notamment certains projets portés par les dix communes : l'aéroport de Pierrefonds, ILEVA, le SMEP porteur du SCoT et du programme LEADER (GAL Grand Sud) notamment. De plus, la coopération entre les deux EPCI est de plus en plus constante et renforcée.

En appui aux élus du SMEP et aux efforts administratifs des deux EPCI, le syndicat mixte va s'entourer de bureaux d'études qui vont réaliser les divers diagnostics et formaliser les documents à valider par le niveau politique. Ont participé au projet : l'agence Agorah en 2005, ASTER Conseil, L.A. Conseil, Environnement Partenaires, CODRA, CODE, CERCIA, BIOTOPE.

Un arrêt de la réflexion est survenu en 2011, reprise en 2012 autour d'un projet de territoire (2013).

- **Les modalités de concertation** ont été arrêtées par délibération n° 13.03.21.09/CS en date du 21 mars 2013. Le bilan est annexé à la présente délibération ;
- **Le débat sur le PADD** a eu lieu sur deux séances du conseil syndical du SMEP, les 04 juin 2015 et 04 septembre 2015
- **Les éléments essentiels du Projet de ScoT** sont précisés dans la note de synthèse annexée à la présente délibération.
- **Le projet de Scot (Rapport de présentation, PADD, DOO)** a été transmis par voie électronique et courrier (clé usb)

L'objectif affiché du schéma étant,

**« Le développement et l'aménagement du Grand Sud
tout en préservant
son identité culturelle et son espace naturel. »**

et concerne sept grands axes stratégiques et ce, pour un horizon de développement à 2035 :

- A) LA PROTECTION ET LA VALORISATION DES ESPACES NATURELS ET DU LITTORAL
- B) EQUIPER LE TERRITOIRE ET GERER LES RESSOURCES NATURELLES
- C) REPONDRE A L'ENJEU DEMOGRAPHIQUE PAR UN AMENAGEMENT RAISONNE
- D) METTRE EN RESEAU LES TERRITOIRES ET LES VILLES
- E) ASSURER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE CREATEUR D'EMPLOIS
- F) ORGANISER L'OFFRE COMMERCIALE ET ARTISANALE A TRAVERS UN DAAC
- G) GARANTIR UNE SOLIDARITE TERRITORIALE ET UNE COHESION SOCIALE

Ainsi, le projet de ScoT Grand Sud comprend les éléments suivants (transmis aux membres du SMEP par voie numérique et courrier) :

- 1) **Le rapport de présentation** (3 tomes) comprenant :
 - *Le diagnostic territorial, l'état initial de l'environnement, les choix retenus pour établir le projet ;*
 - *Le diagnostic pour le document d'Aménagement Artisanal et Commercial ;*
 - *L'Evaluation Environnementale*
- 2) **Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)**
- 3) **Le Document d'Objectifs et d'Orientations (DOO)**

Remarque importante : La loi ELAN votée le 23 novembre 2018 prévoit que les ScoT devront préciser les nouvelles zones à construire dans les « dents creuses » des communes littorales (art. L146-4-1 et L121-8 du code de l'urbanisme).

Au regard :

- du délai très court entre le vote de la loi et l'arrêt du ScoT (les documents ont été transmis en octobre 2018 pour avis technique) ;
- de la complexité de l'identification des zones susceptibles d'être concernées par la loi ;
- du temps de mobilisation des communes concernées (7 sur 10)

Il est proposé au conseil comme le prévoit la loi, de recourir à une modification simplifiée du ScoT (avant le 31 décembre 2021) dès son approbation et de consulter rapidement les communes sur les projets susceptibles d'intégrer les nouveaux secteurs à urbaniser afin de répondre aux exigences de la loi.

Le président propose au conseil syndical :

- D'arrêter le bilan de concertation
- D'arrêter le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Sud tel que présenté ;
- De soumettre pour avis aux personnes publiques associées conformément aux dispositions des articles L340-20, L132-7, L132-8, L132-11, L104-6, R104-23 et R104-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération ainsi que le projet de SCoT ;
- De dire que les personnes publiques associées disposeront d'un délai de trois mois après transmission du dossier pour communiquer leur avis sur le projet arrêté ;
- Dire que, conformément aux modalités de concertation de soumettre pour avis le projet de SCoT « arrêté » au deux EPCI et aux élus des communes membres ;
- Dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège du Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation (SMEP), aux sièges des EPCI membres du Syndicat Mixte ;
- Dire que le projet de schéma est tenu à disposition du public au siège du Syndicat Mixte ;
- De mandater le Président du Syndicat pour mettre ce document à enquête publique conformément au Code de l'Environnement ;
- D'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités liées à l'exécution de la présente délibération.

Observations

Le Président tient tout d'abord à présenter ses remerciements et à saluer les membres présents, les maires présents, et également les Présidents des communautés d'agglomération qui se sont associés à la démarche de préparation.

Après la présentation du contexte faite par le Président, M. VALY informe que la note de synthèse remise lors de l'envoi des dossiers est un document important, car elle reprend la stratégie des points retenus par le SCoT dans le cadre de son élaboration.

Il rappelle, les points clés du SCoT, notamment les éléments essentiels obligatoires relatifs à l'aménagement urbain et à l'habitat et à la création de 44 880 logements entre 2019 et 2035.

Ces logements devront être construits dans des zones d'urbanisation prioritaires avec une répartition par pôle, ce qui est une obligation du SAR.

Autre aspect important du SCoT, réelle innovation en matière d'aménagement au niveau du SCoT, c'est la proposition de réalisation d'un TCSP Grand Sud. C'est un apport stratégique fondamental qui va induire une réelle cohésion territoriale à moyen et long terme. Ce nouveau transport collectif connectera les 2 grandes agglomérations Le Tampon et St -Pierre, et fera la jonction avec la « Croix du Sud », itinéraire proposée par la CIVIS et qui va relier verticalement les deux grandes agglomérations.

Après la présentation de l'espace consommé sur le Grand Sud entre 2008 et 2018, Monsieur le Maire de l'Etang Salé se demande comment aménager son territoire lorsqu'on est soumis à autant de réglementations.

Concernant les conséquences de la loi ELAN sur l'aménagement du territoire Grand Sud, il sera indispensable, lorsque le SCoT sera approuvé, de prendre attache avec les 7 communes concernées

par la loi littorale, pour qu'on examine avant décembre 2021 certaines dispositions relatives à l'aménagement et à l'équipement de certaines zones (dents creuses) si nécessaire. En effet, si une commune souhaite implanter un équipement d'intérêt général et si le SCoT ne l'a pas intégré au 31 décembre 2021, la loi ne donne plus de possibilité à travers les PLU de le réaliser.

Monsieur Serge HOAREAU précise qu'il sera quand même nécessaire de questionner les autorités compétences (Etat, Région) pour qu'un positionnement clair soit acté. Pour lui, la loi Elan ne devrait pas se substituer aux dispositions réglementaires déjà prévues dans le SAR et plus particulièrement dans le SNVM votés en 2011.

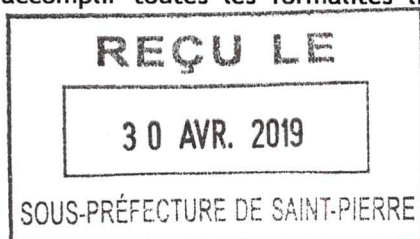
Enfin, il est proposé, à la demande la commune de l'Etang-Salé, d'intégrer dans le document final du Schéma la modification d'une partie du périmètre de la ZPU située sur la commune, comme cela a été fait pour les communes de Saint-Louis, Le Tampon et Saint-Joseph.

Après tous ses débats, le Président, met aux voix l'arrêt du SCoT.

Décision du Comité Syndical

Les membres présents décident :

- D'intégrer les modifications proposées par la commune de l'Etang-Salé dans le projet de SCoT ;
- D'arrêter le bilan de concertation
- D'arrêter le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Sud tel que présenté et modifié en séance ;
- De soumettre pour avis aux personnes publiques associées conformément aux dispositions des articles L340-20, L132-7, L132-8, L132-11, L104-6, R104-23 et R104-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération ainsi que le projet de SCoT ;
- De dire que les personnes publiques associées disposeront d'un délai de trois mois après transmission du dossier pour communiquer leur avis sur le projet arrêté ;
- Dire que, conformément aux modalités de concertation de soumettre pour avis le projet de SCoT « arrêté » au deux EPCI et aux élus des communes membres ;
- Dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège du Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation (SMEP), aux sièges des EPCI membres du Syndicat Mixte ;
- Dire que le projet de schéma est tenu à disposition du public au siège du Syndicat Mixte ;
- De mandater le Président du Syndicat pour mettre ce document à enquête publique conformément au Code de l'Environnement ;
- De recourir à une modification simplifiée du SCoT dès son approbation et de consulter les communes sur les projets susceptibles d'intégrer les nouveaux secteurs à urbaniser afin de répondre aux exigences de la loi ELAN.
- D'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités liées à l'exécution de la présente délibération.



Pour extrait conforme

La Secrétaire de séance
Mme Clarita TURPIN

